



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

CTI Toulouse

Entretien des espaces verts du CTI Toulouse

N°CTI TOULOUSE/2025/Espaces verts

Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)

ORGANISME CONTRACTANT :

Centre de Traitement Informatique Toulouse
1 impasse Henri Ramet
31100 Toulouse

SOMMAIRE

TITRE 1	DESCRIPTION GENERALE	3
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2	ÉTAT DES LIEUX	3
1.3	PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER.....	4
1.4	CONSTAT ANNUEL ET MODIFICATIONS ÉVENTUELLES	4
TITRE 2	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	5
2.1	RESPONSABILITÉ	5
2.2	COMPÉTENCE, CONDITION D'ÉCART DES PRESTATIONS.....	5
2.3	LE PERSONNEL DE CHANTIER, EPI.....	5
2.4	SURVEILLANCE INCOMBANT AU TITULAIRE.....	5
2.5	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	6
2.6	PROTECTION DU MATÉRIEL	6
2.7	MATÉRIEL SUR LE CHANTIER.....	6
TITRE 3	MISE EN PLACE DU MARCHÉ.....	7
3.1	PRESTATIONS SUR LE DOMAINE PUBLIC.....	7
3.2	OUVRAGES EXISTANTS	7
3.3	ZONE DE STOCKAGE.....	7
3.4	NETTOYAGE DU CHANTIER	7
TITRE 4	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	8
4.1	CONTRÔLE DES PRESTATIONS CONFIEES.....	8
4.2	FREQUENCE DES PRESTATIONS – LOT 2	8
4.3	NATURE DES PRESTATIONS FORFAITAIRES – LOT 2	9
4.4	PRESTATIONS PONCTUELLES – LOTS 1 ET 2	11
4.5	CONSTAT D'ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS	12
4.6	REUNION DE LANCEMENT	12
4.7	SÉCURITÉ	12
4.8	LIVRAISON, STOCKAGE ET UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX	12
TITRE 5	AUDIT DU TITULAIRE	13
TITRE 6	PROTECTION DU SYSTÈME D'INFORMATION	14
TITRE 7	ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ	15
7.1	OBJET ET ÉTENDUE DES PRÉSENTES.....	15
7.2	RÈGLES DE BONNE CONDUITE DU PERSONNEL INTERVENANT DANS LES LOCAUX	15
7.3	INFORMATION CONFIDENTIELLE.....	15
7.4	ENGAGEMENT DE DISCRETION ET DE CONFIDENTIALITÉ	16
7.5	BADGES D'ACCÈS AUX LOCAUX	16
7.6	LIMITE DES PRÉSENTES	17
7.7	INJONCTIONS JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES	17
7.8	PROPRIÉTÉ DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE	17
7.9	DURÉE.....	18
7.10	RESPONSABILITÉ	18
7.11	RÈGLEMENT DES LITIGES.....	18
TITRE 8	CLAUSES INFORMATIQUES ET LIBERTÉS ET RGPD	19
8.1	CONFORMITÉ INFORMATIQUE ET LIBERTÉS ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	19
8.2	RESPONSABILITÉ DES PARTIES.....	19
8.3	ENGAGEMENT DE CHACUNE DES PARTIES.....	19

Le Centre de Traitement Informatique de Toulouse (CTI Toulouse) est un organisme de Sécurité Sociale chargé, entre autres missions, de l'hébergement d'infrastructures informatiques de la branche Maladie et de certains de ses partenaires.

A ce titre, il abrite des systèmes informatiques et des données très sensibles organisées en datacenters et nécessitant une protection de niveau élevé.

Les actions du titulaire du marché se dérouleront sur des sites à forte exigence de sécurité et de continuité de fonctionnement (salles informatiques assurant un service en 24/7, soit 24h/24 et 7j/7).

L'effectif du CTI Toulouse est composé de 80 salariés, tous installés au bâtiment 1.

1.1 Objet du marché

Ce marché porte sur l'entretien des espaces verts du Centre de Traitement Informatique de Toulouse situé à l'adresse suivante :

CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE Toulouse (siège, ci-après dénommé CTI)

1 Impasse Henri Ramet

31100 TOULOUSE

Le présent marché engage le titulaire à une obligation de résultat vis-à-vis des objectifs fixés de gestion fine, et de développement durable. L'obtention de ces objectifs passe par la définition et la réalisation de prestations selon des fréquences et des périodes d'intervention qui, dans leur ensemble, garantissent un standard d'entretien de qualité.

Le titulaire doit mettre en œuvre et organiser les moyens nécessaires à l'obtention du niveau d'entretien fixé comme objectif.

D'une manière générale, toutes les prestations devront répondre aux règlements et normes en vigueur que le titulaire détenteur du marché sera réputé connaître. Les prestations devront être réalisées suivant les règles de l'art et être parfaitement fiables dans leur exécution et leur fonction.

Le titulaire sera réputé avoir fait toutes les provisions nécessaires à cet égard.

1.2 Etat des lieux

Le titulaire reconnaît :

- Avoir procédé à une visite, **obligatoire**, détaillée du terrain et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et toutes les sujétions relatives aux lieux des prestations, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature du terrain, à exécution des prestations à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et transports, lieu d'évacuation des matériaux, centre de déchets verts local, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, décharges publiques ou privées agréées).

- Avoir pris connaissance auprès des Services Publics ou des concessionnaires de l'emplacement de tous les réseaux aériens et souterrains affectés et concernés par les prestations d'entretien et avoir tenu compte dans ses prix de toutes les sujétions que ces réseaux pourront lui occasionner. Le titulaire sera responsable envers les tiers de tous les accidents qui pourraient survenir du fait de ses prestations, à proximité des conduites, lignes ou supports, ou toutes autres situations. Tout particulièrement, le titulaire est réputé avoir tenu compte et sans que cette énumération présente un caractère limitatif :
 - ✓ Des contraintes résultant de la présence de bâtiments en exploitation d'habitations, d'industries, de commerces (**limitation des nuisances sonores...**) ;
 - ✓ Des contraintes résultant des circulations de véhicules et du public ;
 - ✓ Des difficultés d'accès à certains sites pour les véhicules (gabarit, charges...), les matériels et les personnels (certaines prestations exigent l'utilisation de harnais de sécurité et de ligne de vie) ;
 - ✓ Des contraintes horaires pour accéder au site.

Il est réputé s'être informé autant que de besoin de toutes ces contraintes. Il ne saurait se prévaloir, à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du Dossier de Consultation, lesquels sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de vérifier et de les compléter à ses frais par toutes les techniques et moyens nécessaires. Le standard exigé de l'entretien comprend toutes les prestations et natures de prestations susceptibles de maintenir les espaces dans un constant état de propreté, et d'utilisation. Ils comprennent la réparation des dommages survenant de façon courante. Le marché comprend la fourniture et l'emploi des produits, des matériels et des matériaux ainsi que toutes les mains d'œuvre, énergies et transports nécessaires à l'exécution des prestations détaillées ci-après.

1.3 Prise de possession du chantier

Pour chacun des lots, le titulaire prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouvent au début de ses prestations. Un constat d'état des lieux peut être établi sur demande expresse écrite du titulaire. Il est donc ainsi admis que le titulaire est réputé avoir visité le site préalablement, parfaitement connaître ses dispositions et avoir intégré toutes contraintes dans son offre. Il ne pourra en aucun cas revenir sur les informations concernant le marché en prétextant des imprévus ou omissions dans la description des prestations décrites ci-après.

1.4 Constat annuel et modifications éventuelles

Pour chacun des lots, à la fin de chaque période annuelle, un état des lieux comparatif permettra de déterminer les déficiences nouvelles et éventuellement les améliorations apportées aux espaces entretenus. En cours de contrat, des modifications pourront être apportées au marché par apport ou suppression de tâches, et ce en maintenant le prix du marché.

2.1 Responsabilité

Pour chacun des lots, la qualité de l'entretien au moment de la prise en charge ne saurait en aucun cas servir de référence négative à la prestation d'exigence exigée du titulaire. Indépendamment des responsabilités qui lui incombent normalement du fait de ses prestations ou de la carence de ses interventions, le titulaire ne peut être tenu pour responsable des dommages occasionnés par les utilisateurs des espaces entretenus ou à la suite d'actes de vandalisme caractérisé, ni des dégâts occasionnés par d'autres entreprises. Pour dégager sa responsabilité, le titulaire sera cependant tenu de signaler en temps voulu au CTI tous les dégâts qu'il aura constatés.

2.2 Compétence, condition d'exécution des prestations

Pour chacun des lots, il est expressément stipulé que le titulaire n'est pas un simple fournisseur, mais dans l'exécution de ses prestations, des spécialistes et techniciens d'une pratique éprouvée et qu'il possède en la matière toutes les qualifications requises. Le titulaire et le personnel seront réputés formés et assurés pour les prestations spécifiques. Le personnel du prestataire doit être en possession des habilitations nécessaires (permis de conduire, CACES...)

Les interventions doivent se faire à une heure raisonnable du lundi au vendredi, entre 8h30 et 12h00, afin de ne pas incommoder le personnel et les riverains.

Le prestataire est tenu de réaliser un travail soigné et fini à chaque intervention, dans le respect des équipements, des sols ainsi que des végétaux. Toute prestation qui n'est pas conforme aux règles de qualité spécifiées est purement refusée et le titulaire sera mis en demeure de refaire sa prestation.

2.3 Le personnel de chantier, EPI

Pour chacun des lots, le titulaire s'engage à employer du personnel compétent pour assurer la bonne exécution des prestations, encadrés par une maîtrise qualifiée, motorisée, équipée de moyens de communication permanente sur le site, servant d'interface entre le CTI et le titulaire.

Au cas où il serait constaté des défaillances de compétence et de correction dans la main d'œuvre employée, le titulaire en serait immédiatement avisé afin qu'il soit procédé au remplacement du personnel jugé indésirable.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à mettre en permanence à disposition du CTI, un interlocuteur responsable des prestations et qualifié, désigné par le titulaire. Le personnel intervenant devra porter les équipements de protection individuels obligatoires, dans le cas contraire le CTI exclura du chantier toute personne ne respectant pas ces obligations.

2.4 Surveillance incombant au titulaire

Pour chacun des lots, le titulaire devra signaler au CTI, les prestations qui, bien que non prévues au marché, lui apparaissent nécessaires à la maintenance en bon état des équipements ou plantations et fournira un rapport mensuel.

2.5 Rendez-vous de chantier

Pour chacun des lots, le titulaire ou son représentant ayant la qualification minimale de conducteur de travaux, sera tenu d'assister aux visites de chantier fixées par le CTI Toulouse. Ce dernier pourra cependant convoquer le titulaire à la date de son choix entre deux rendez-vous de chantier normaux, dans le cas où il l'estimerait nécessaire.

Les rendez-vous de chantier n'ont pas pour but de programmer les prestations de l'entreprise, mais de contrôler leur bonne exécution, le respect des obligations de résultat, noter les défauts et retards constatés et donner les directives pratiques non précisées dans le marché, que le titulaire devra solliciter auprès du CTI. Les rendez-vous de chantier donnent lieu, sans décision contraire du CTI, à l'établissement d'un compte-rendu contradictoire.

La date d'effet des directives ou des constats, notamment pour l'application des pénalités, est celle de la visite de chantier et non celle de la réception des comptes rendus par le titulaire.

2.6 Protection du matériel

Pour chacun des lots, le titulaire devra assurer la protection de son matériel avant et pendant la mise en œuvre. Le nettoyage final de ce matériel sera exécuté par lui et les appareils ou engins détériorés de son fait ou non seront immédiatement remplacés sans préjudices des responsabilités de détérioration. Pendant toute la durée des prestations, le titulaire devra garantir à ses frais tous les matériaux approvisionnés et les ouvrages.

Le titulaire fera son affaire de tous les vols, détournements, dégradations ou destructions de toutes natures dont les contraintes ne pourront en aucun cas réduire l'entretien prévu.

2.7 Matériel sur le chantier

Pour chacun des lots, **le titulaire remettra la liste du matériel qu'il s'engage à mettre à disposition pour l'exécution des prestations dans son mémoire technique afin que soient appréciés les moyens techniques mis en œuvre pour exécuter les prestations programmées.**

Le titulaire devra favoriser l'utilisation de matériel peu impactant au niveau sonore et de la pollution (matériel électrique).

Le titulaire devra utiliser du matériel conforme et parfaitement bien entretenu. Le CTI pourra exiger que ce matériel soit complété ou changé, si nécessaire, s'il se révèle qu'il ne permet pas le respect des prestations d'entretien commandées.

Le titulaire concerné devra accroître ses moyens sur le chantier dès qu'un retard de plus d'une **(1) journée** sera apparu par rapport au programme d'avancement.

En cas de retard, l'article 18.1 du CCAP sera appliqué. Le titulaire justifiera des possibilités de matériel qu'il compte mettre en place sur le chantier afin de répondre aux exigences et besoins dictés par le programme d'exécution des prestations d'entretien.

Pour chacun des lots, **avant le début du marché, le titulaire devra proposer un planning détaillé des prestations réalisées mensuellement.**

3.1 Prestations sur le domaine public

Pour chacun des lots, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour :

- Ne créer aucune gêne à l'utilisation par le public du domaine public ;
- N'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, que ce soit par les engins utilisés ou des résultantes directes des prestations.

Avant toutes prestations sur le domaine public, l'entrepreneur devra solliciter de l'autorité compétente, l'autorisation de voirie correspondante. Il devra se conformer scrupuleusement aux prescriptions, tant techniques que financières, de cette autorisation sans qu'aucune réclamation ne puisse être prise en compte de ce fait.

Le titulaire est chargé de l'obtention de tous les accords nécessaires. Ces documents, fournis par l'administration, devront être remis au CTI.

3.2 Ouvrages existants

Pour chacun des lots, le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux ouvrages existants, de toutes natures (clôtures, maçonneries, réseaux, mobilier urbain, végétaux, etc.) rencontrés pendant l'exécution des prestations.

Le titulaire supportera la responsabilité entière des dégâts qu'il pourrait occasionner pendant l'exécution des prestations ; il supportera, en cas de détérioration, les frais de remise en état. Il ne sera pas admis à présenter de réclamations de quelque nature qu'elles soient, du fait que le tracé ou l'implantation des ouvrages existants l'oblige à prendre des mesures de protection sur quelque longueur ou largeur qu'elles puissent s'étendre.

L'utilisation de matériels ou de véhicules inadaptés ou trop lourds est prohibée.

Le titulaire devra annuler ou retarder de sa propre initiative les prestations dans les cas de conditions atmosphériques défavorables.

3.3 Zone de stockage

Le CTI ne disposant pas d'un local de stockage dédié aux espaces verts et à leur entretien, pour chacun des lots, le titulaire ne pourra en aucun cas stocker du matériel ou tout autre produit nécessaire à la réalisation des prestations.

3.4 Nettoyage du chantier

Pour chacun des lots, à la fin de chaque journée de prestation, le titulaire devra débarrasser le site et ses abords de tous les matériaux, débris, etc., déposés à l'occasion de ses propres prestations. Le titulaire devra veiller à ce que le site soit toujours dans un parfait état de propreté. Il devra également remettre en parfait état les terrains occupés provisoirement par les dépôts de ses propres matériaux, installations diverses.

Le présent descriptif concerne :

- L'entretien d'espaces végétalisés,
- La taille d'arbustes et haies,
- Le désherbage bio et manuel,
- L'élagage et abattage d'arbres pour les espaces verts du CTI,
- L'entretien du système d'arrosage,
- La désinsectisation et la dératisation.

4.1 Contrôle des prestations confiées

Pour chacun des lots et pour l'ensemble des prestations prévues, le titulaire aura l'obligation de présenter et de faire signer après chaque intervention un justificatif de passage indiquant clairement les tâches accomplies. Ce justificatif sera daté et signé par le service de la Gestion Des Biens (GDB), **faute de quoi aucune facturation ne sera acceptée.**

Un récapitulatif de toutes les interventions devra être remis chaque mois avec la facture contenant notamment le poids, en kilogrammes, de déchets recyclés.

4.2 Fréquence des prestations – Lot 2

La prestation du présent contrat comprend un total de 17 passages réguliers par an, auxquels s'ajouteront 2 autres passages dits « **exceptionnels** » sur demande expresse du CTI.

- Le 1^{er} passage mensuel sera effectué le 1^{er} jour ouvré de chaque mois ;
- Le 2^{ème} passage, si notifié dans la répartition ci-dessous, aura lieu le 1^{er} jour ouvré de la deuxième quinzaine du mois.

Aucun passage ne sera admis les week-ends et jours fériés.

Le montant forfaitaire mensuel des prestations sera donc calculé sur la base de **19 passages annuels.**

Voici la répartition des passages :

- Janvier : 1 passage,
- Février : 1 passage,
- Mars : 1 passage,
- **Avril : 2 passages,**
- **Mai : 2 passages,**
- **Juin : 2 passages,**
- Juillet : 1 passage,
- Août : 1 passage,
- **Septembre : 2 passages,**
- **Octobre : 2 passages,**
- Novembre : 1 passage,
- Décembre : 1 passage.

4.3 Nature des prestations forfaitaires – Lot 2

4.3.1 Espaces verts

- **Tonte de la pelouse :**

Le gazon ne devra pas **excéder 10 cm de hauteur**, et en cas de sécheresse, ne pas être **inférieur à 5 cm** afin de préserver la couleur normale du gazon le plus longtemps possible. Il s'agit d'une tonte sans ramassage.

Les finitions seront réalisées à la débroussailleuse à fil.

Après la tonte, le titulaire devra prévoir le soufflage mécanique des abords, des voies d'accès et de circulation internes. Lors de la tonte et du soufflage, le titulaire devra procéder à l'enlèvement et à l'évacuation des divers déchets (papiers, cailloux, feuilles, bois morts, etc.) présents sur les surfaces intéressées.

- **Fauchage tardif : (l'emplacement devra être défini avec le CTI)**

Ce fauchage tardif consiste à faucher deux fois par an, en juin et octobre, ou une seule fois en octobre. L'emploi d'un matériel de fauchage est à privilégier car il est moins destructeur pour la faune dans le but d'épargner de nombreux insectes en ne pratiquant qu'un seul point de coupe. Laisser un **minimum de 10 cm de hauteur de tige**. Le fauchage s'effectue en commençant si possible par le centre de la prairie pour faciliter la fuite des insectes pendant l'opération. Epargner quelques zones refuges, non fauchées, est favorable au maintien de la faune. D'une année sur l'autre, l'emplacement de ces zones refuges est changé pour éviter la colonisation de la prairie par les arbres et les arbustes.

- **Désherbage (y compris patio intérieur et boulodrome) :**

Le titulaire devra désherber manuellement par binage ou tout autre moyen permettant le retrait sans dégradation du sol et des végétaux, les massifs, les voies d'accès et de circulation.

- **Taille des arbustes (y compris patio intérieur) :**

La taille des arbustes présents sur le site devra être d'1m50 de hauteur. Etant entendu que les arbustes à floraison printanière seront taillés après la floraison et avant le 15 juin. Cette taille comprendra l'élimination des branches mortes, cassées ou gênantes. Les produits de taille devront être enlevés immédiatement après chaque opération. L'évacuation des produits de taille est réalisée par le titulaire et est rémunérée par le prix d'entretien.

- **Elagage et taille des haies :**

La taille des haies est réalisée 2 fois par an. Une fois fin juin début juillet et une fois fin septembre début octobre.

Taille sur 3 côtés, avec une hauteur actuelle conservée. Cette taille comprendra l'élimination des branches mortes, cassées ou gênantes. Les produits de taille devront être enlevés immédiatement après chaque opération. L'évacuation des produits de taille est réalisée par le titulaire et est rémunérée par le prix d'entretien.

En cas de besoin, un traitement phytosanitaire pourra être appliqué, il sera fait application d'un produit conforme aux normes françaises et européennes en vigueur.

- **Entretien des massifs, haies, plantations et arbres :**
Outre la taille des arbustes, il s'agit d'ajouter des tuteurs ou des engrais naturels dont l'apport est nécessaire selon les périodes de l'année (il sera formé d'un mélange de terre végétale et de produits de décomposition).
- **Ramassage des feuilles mortes sur les pelouses, parking, allées, boulo-drome et patio :**
Le titulaire devra prévoir le soufflage mécanique des abords, des voies d'accès et des circulation internes. Lors de la tonte et du soufflage, le titulaire devra procéder à l'enlèvement et à l'évacuation des divers déchets (papiers, cailloux, feuilles, bois morts, etc.) présents sur les surfaces intéressées.
- **Nettoyage et entretien du patio**
- **Entretien des systèmes d'arrosage (goutte à goutte),**
L'entretien concernera essentiellement les buses, gouteurs, tuyaux goutte-à-goutte, bouches d'arrosage, disconnecteurs hydraulique ou le programmeur.
Le titulaire aura la charge de la mise en hivernage ou purge et de la mise en eau des réseaux après hivernage.
Les installations d'arrosage fonctionneront entre le mois de mai et la dernière quinzaine de septembre. Ces dates sont à ajuster en fonction du climat.

Après mise sous pression des réseaux, toutes vannes fermées, le compteur d'eau sera relevé pour vérifier qu'il n'y a pas de fuites.

Le réglage de l'horloge de programmation est effectué régulièrement, notamment au moment des passages heure d'été / heure d'hiver.

4.3.2 Nuisibles – Lot 2

Pour la lutte contre les nuisibles, une **garantie de moyens** est demandée en plus de la garantie de résultat. Le titulaire s'engage pendant toute la durée du marché à mettre en œuvre dans les locaux tous les moyens dont elle dispose et compatibles avec la nature de ces derniers et l'activité du client.

La **garantie de réintervention** s'appliquera en cas d'infestation, c'est-à-dire lorsque la présence de bioagresseurs pourra constituer une menace à la sécurité des personnes, des biens, ou en lien avec l'activité du CTI.

- **Désinsectisation :**
Ces prestations visent à prévenir et traiter les infestations d'insectes tels que les blattes, les punaises, les fourmis, les cafards, les mites (...). Les interventions planifiées évitent les infestations récurrentes.
La désinsectisation nécessitera l'utilisation de produits et des méthodes adaptés, garantissant la sécurité des occupants et minimisant les risques pour la santé. Les produits devront être conformes aux prescriptions de l'ANSES (agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail).
- ✓ **3 interventions préventives** sont à prévoir dans l'année, notamment aux mois de juin, juillet et août.
Les abords des portails, portillons et entrées du CTI seront particulièrement visés.
Ces prestations devront garantir une gestion continue et conforme aux réglementations en vigueur.

- **Dératisation :**

Ces prestations visent à prévenir et traiter les infestations tels que les rats, mulots, souris, (...). Les interventions planifiées évitent les infestations récurrentes.

La dératisation nécessitera l'utilisation de produits et des méthodes adaptés, garantissant la sécurité des occupants et minimisant les risques pour la santé. Les produits devront être conformes aux prescriptions de l'ANSES (agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail).

- ✓ **6 interventions préventives, soit une intervention tous les 2 mois**, sont à prévoir dans l'année, notamment aux mois de juin, juillet et août.

Tous les bâtiments (siège et pôle énergie) seront concernés par les traitements de dératisation, y compris les salles informatiques, locaux techniques (onduleurs, TGBT, ...), salles de réunion, bureaux, cafétérias et garage.

Les actions curatives devront être traitées en employant des solutions et traitements homologués écoresponsables et sans risque pour les humains et animaux domestiques (piégeages, insecticides biologiques, ...) sur tous les lieux constatés.

Elles pourront être échelonnées pendant une durée de 5 semaines si nécessaire, à compter de la 1^{ère} journée de traitement (2 à 3 jours pour les souris et 5 à 7 jours pour les rats, puis un chaque semaine).

Le CTI se réserve la possibilité de demander une intervention curative sous 24 ou 48 heures (voir DPGF).

4.3.3 Passages exceptionnels – Lot 2

2 passages sont prévus dans ce marché. Ils seront demandés par le CTI au titulaire afin d'intervenir à la suite d'une période de fort vent, d'orages ou à la suite d'un événement organisé par le CTI.

Le titulaire devra intervenir dans un délai de **48 heures ouvrées** suivant la demande écrite faite par les services du CTI.

Ces passages sont compris dans le forfait mensuel proposé par le titulaire.

4.4 Prestations ponctuelles – Lots 1 et 2

Ces prestations devront être estimées dans le Bordereau des Prix Unitaires qui accompagnera la proposition financière des candidats.

Toutes les prestations figurant dans ce chapitre donneront lieu à l'établissement d'un bon de commande par le CTI.

- **Elagage des tilleuls (lot 1):**

Elagage des tilleuls en « têtes de chat » en supprimant les repousses de l'année.

Les produits de taille devront être enlevés immédiatement après chaque opération.

L'évacuation des produits de taille est réalisée par le titulaire.

- **Elagage des arbres hauts (lot 1) :**

Les moyens matériels (nacelle), techniques (harnais, cordes, ...) et humains (compétences) devront être mis en œuvre pour permettre d'élaguer des grands arbres d'une taille dépassant les 10 mètres.

Les produits de taille devront être enlevés immédiatement après chaque opération.

L'évacuation des produits de taille est réalisée par le titulaire.

- **Abattage des arbres (lot 1) :**

Les moyens matériels (nacelle), techniques (harnais, cordes, ...) et humains (compétences) devront être mis en œuvre pour permettre d'abattre des arbres de tailles diverses.

Les produits de l'abattage devront être enlevés immédiatement après chaque opération.

L'évacuation des produits d'abattage est réalisée par le titulaire.

- **Entretien des allées, parkings et pas japonais (lot 2) :**

Un brossage allié au passage d'un jet d'eau permettra de retirer les mousses, salissures et poussières. L'utilisation d'un nettoyeur haute pression sera, sur certaines surfaces, interdit.

4.5 Constat d'achèvement des prestations

Pour chacun des lots, le service Gestion Des Biens (GDB) pourra à tout moment vérifier la bonne exécution du présent contrat. En cas de carence, le titulaire sera mis en demeure d'exécuter les prestations prévues par le présent CCTP.

La non-exécution des prestations entraînera la suspension des règlements mensuels jusqu'à la réalisation des prestations concernées. En cas de non réalisation après la mise en demeure, la résiliation du contrat sera prononcée.

4.6 Réunion de lancement

Pour chacun des lots, une réunion de lancement aura lieu au maximum 15 jours après la notification du marché.

Lors de cette réunion, le CTI devra présenter l'ensemble des locaux, les prestations attendues et les règles de sécurité et d'hygiène à observer.

4.7 Sécurité

Pour chacun des lots, pour des raisons de sécurité, le titulaire s'engagera par écrit en début de prestation :

- A un respect total de la réglementation, y compris du Code du Travail ;
- A un respect total des règles de sécurité du CTI ;
- A aviser ses intervenants et les former au caractère sensible du site du CTI.

Il est rappelé que les données récoltées lors de la visite de site seront et devront rester confidentielles.

4.8 Livraison, stockage et utilisation de produits dangereux

Pour chacun des lots, les livraisons devront se faire entre 09h00 et 12h00 puis de 14h00 à 16h00, en présence du prestataire, et devront être annoncées au moins 24h à l'avance.

Les aménagements récents du CTI ne lui permettent pas d'offrir de local de stockage important. Le soumissionnaire devra tenir compte de cette contrainte pour les modalités de conduite des prestations attendues.

De plus, il n'existe aucun local de stockage de produits dangereux dans le bâtiment donc le titulaire ne peut en aucun cas stocker de tels produits dans l'enceinte du site.

TITRE 5 AUDIT DU TITULAIRE

La mise en œuvre d'audits du titulaire du marché poursuit pour objectif la transparence des coûts, de la qualité des prestations réalisées ou des procédures de contrôle et de respect des engagements contractuels. Préventifs la plupart du temps, ils peuvent être menés de façon répressive en cas de constat de dérives sur un projet.

Le titulaire devra se rendre disponible pour les opérations d'audit et de contrôle.

Les prestations du titulaire peuvent être contrôlées à tout moment, et sans que celui-ci en ait été préalablement avisé par le client, ou tout autre organisme mandaté (contrôleur technique, expert, pompiers).

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché fait l'objet d'un constat par le client qui est notifié au titulaire et donne lieu à l'application de pénalités cumulables qui s'imputent sur le règlement de la période. Il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

TITRE 6 PROTECTION DU SYSTEME D'INFORMATION

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein du CTI (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.).

Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information du CTI. Les documents applicables au sein du CTI sont communiqués au titulaire à la notification du marché et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information du CTI ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées du CTI).

Par ailleurs, le titulaire et ses sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- Le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- Le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- Le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 232-3 du code pénal) ;
- Le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- La tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- L'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

Préambule :

Etant donné que l'organisme a demandé au titulaire, ci-après la « Prestation » ;

Que cette demande a été contractualisée au moyen de la signature entre les parties d'un document dénommé « **CTI TOULOUSE/2025/Espaces verts** » ;

Que pour l'exécution de la Prestation, le Prestataire est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et à se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui présentent un caractère confidentiel ;

Que la divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes ;

En conséquence, le Prestataire reconnaît que la communication de ces informations et l'accès aux locaux de l'organisme lui impose une obligation de confidentialité dans les termes et conditions ci-après, ce qu'il accepte expressément :

7.1 Objet et étendue des présentes

Le PRESTATAIRE et tout personnel intervenant pour le compte de ce dernier dans les locaux de l'ORGANISME au titre du CONTRAT s'engage à mettre en œuvre et respecter les obligations décrites dans les articles qui suivent.

7.2 Règles de bonne conduite du personnel intervenant dans les locaux

Le personnel du PRESTATAIRE s'engage à respecter des règles de bonne conduite conformes au service attendu objet du CONTRAT. Le personnel du PRESTATAIRE s'interdira notamment :

- De fumer dans les locaux ;
- De faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- D'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- D'utiliser du matériel propriété de l'ORGANISME à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax, etc.), photocopieur, papeterie, etc.
- De porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique du BENEFICIAIRE. À ce titre, le personnel du PRESTATAIRE s'interdit :
- De brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique de l'ORGANISME (chargeur de smartphone, etc.) ;
- De se connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de l'ORGANISME (en filaire, en Wifi, etc.).

7.3 Information Confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée ou obtenue lors de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les personnels du prestataire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées ou obtenues et considérées comme confidentielles ou secrètes par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire ou obtenue lors de la prestation, par quelque moyen que ce soit, sont considérées comme confidentielles y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.

7.4 Engagement de discrétion et de confidentialité

Le Prestataire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Ainsi, le PRESTATAIRE et son personnel s'engagent :

- à ne pas divulguer à des tiers des informations qu'ils pourraient être amenés à connaître dans le cadre de leur activité dans l'ORGANISME;
- à protéger les informations confidentielles de l'ORGANISME dont ils ont connaissance ou qu'ils manipulent et à ne pas les divulguer à autrui ;
- à ne pas mettre à profit les activités qui leur ont été confiées pour recueillir ou rechercher intentionnellement des informations confidentielles de l'ORGANISME sous quelque forme que ce soit ;
- à informer immédiatement l'ORGANISME de toute situation où de telles informations seraient recueillies par inadvertance, ou viendraient fortuitement à leur connaissance ;
- à prendre connaissance de la fiche de sensibilisation aux critères de Disponibilité/Intégrité/Confidentialité des Données de Santé à Caractère Personnel, jointe en annexe **Erreur ! Source du renvoi introuvable..**

En tout état de cause, le Prestataire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés.

7.5 Badges d'accès aux locaux

Des badges nominatifs permettant l'accès aux locaux de l'ORGANISME sont mis à disposition dans le cadre de l'exécution du CONTRAT pour le personnel permanent du PRESTATAIRE.

Ces badges sont à récupérer contre un justificatif d'identité au poste de sécurité de l'ORGANISME au début de chaque prestation journalière et à restituer en fin de prestation journalière. L'intervention exceptionnelle de tout autre personnel du PRESTATAIRE devra faire l'objet d'une demande au minimum 48 heures ouvrées à l'avance, afin de permettre la transmission des consignes au poste de sécurité.

Le PRESTATAIRE et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'activité du CONTRAT chez le BENEFICIAIRE ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité chez le BENEFICIAIRE, et durant les horaires d'intervention convenus entre le PRESTATAIRE et le BENEFICIAIRE ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre les dits badges et l'adresse du BENEFICIAIRE objet du CONTRAT ;
- à avertir dans les plus brefs délais le BENEFICIAIRE en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges au BENEFICIAIRE à terminaison du CONTRAT.

7.6 Limite des présentes

Le prestataire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une Information Confidentielle si celle-ci :

- tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- est connue du prestataire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- a été reçue d'un tiers de manière licite sans violation du présent accord.

La confirmation par le prestataire d'une information connue d'un tiers de manière illicite le rend responsable de la divulgation.

7.7 Injonctions judiciaires ou administratives

Si le Prestataire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le Prestataire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Prestataire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

7.8 Propriété de l'information confidentielle

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le Prestataire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le Prestataire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le Prestataire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le Prestataire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la Prestation.

La communication d'Information Confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information Confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Partie Communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers.

7.9 Durée

Le présent engagement est conclu pour toute la durée du marché à compter de sa date de signature par le Prestataire, qui s'engage également à respecter de façon absolue ces obligations :

- pour une durée illimitée pour tout ce qui a trait au respect de la vie privée et du secret médical,
- pour une durée de 5 ans à compter de la fin du contrat ou convention pour les autres informations.

7.10 Responsabilité

En cas de non-respect par le Prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché intitulé « **CTI TOULOUSE/2025/Espaces verts** » au jour de la réception par le Prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le prestataire sans limitation de montant.

Quel que soit le préjudice subi et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50% du montant du contrat sur lequel est adossée la présente convention de confidentialité.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

7.11 Règlement des litiges

A défaut d'accord amiable entre les Parties en cas de différend relatif au présent accord, tout litige sera porté, à l'instigation de l'organisme, devant le Tribunal compétent.

8.1 Conformité informatique et libertés et protection des données personnelles

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel. En l'espèce, les Parties au présent marché s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

8.2 Responsabilité des Parties

L'exécution du marché pourrait placer le titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis du CTI Toulouse.

Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ». Le sous-traitant est autorisé à traiter les seules données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre des actions qui lui ont été confiées par le CTI Toulouse.

Chaque partie, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

8.3 Engagement de chacune des Parties

Ainsi, le titulaire s'engage à :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions du CTI Toulouse, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si le CTI Toulouse l'y a préalablement autorisé) ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter de l'aide au CTI Toulouse, en fonction de la nature du traitement, pour qu'il s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc) ;
- Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'Assurance Maladie.

- Mettre à disposition du CTI Toulouse toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Informer au plus tard dans les 48 heures le CTI Toulouse de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Notifier au CTI Toulouse, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'il puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD);
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte du CTI Toulouse (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que le CTI Toulouse lui aurait confiées, et sous réserve qu'il l'ait préalablement et formellement autorisée, le CTI Toulouse rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Le CTI Toulouse s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au titulaire
- Informer le titulaire de toute information pouvant impacter sa mission
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le titulaire au CTI Toulouse et notamment celles relatives :

- au sort des données que traite le titulaire pour le compte du CTI Toulouse (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- aux règles relatives à la confidentialité ;
- aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande du CTI Toulouse, le titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

Fait en deux (2) exemplaires,

A, le

Pour l'Organisme

Pour le Prestataire

Le Directeur Adjoint du CTI Toulouse,

Le Directeur,

Emilio QUESADA

.....